



Nancy, le 31 mars 2022

## COMPTE-RENDU CHSCT du 31 mars 2022

Adoption des Procès-Verbaux des 18 octobre et 22 novembre 2021.

Qu'en est-il des Procès-Verbaux en instance ? Surtout celui du 08/12/2021 concernant le CHSCT exceptionnel sur Longwy.

Rappel des règles transmission des PV dans le cadre du CHSCT.

**Liminaire Solidaires Finances** : rappel du rôle du CHSCT, point sur la DIRCOFI Grand Est, suites données aux fiches de signalement.

DDFIP : rappel l'importance du rôle du CHSCT. Les fiches de signalement parviennent régulièrement. Il ne nous semble pas que les fiches restent sans réponse, les agents sont orientés vers les structures d'aides possibles, les usagers sont quant à eux rappelés à l'ordre dès que nécessité.

« *Si on faisait un article 40 dès qu'un abruti fait une alerte à la bombe, L'article 40 n'aurait plus lieu d'être* ».

On attend le retour de l'enquête IPSOS pour tirer des conclusions sur le mal-être des agents (44 % de réponses sur le département 54).

**Point d'actualité « crise sanitaire »** : le taux d'incidence est en hausse sur le département. Les hôpitaux ne sont plus en situation tendue. Il n'y a plus de jauge, ni de distanciation... Il convient cependant de rester prudent (aération des locaux, port du masque, etc.).

DDFIP : une quinzaine de cas positifs par semaine. La crainte c'est le cluster. La contamination est un peu éclatée. Pas de concentration par service. La contamination relève de facteurs extérieurs (enfants scolarisés, interactions sociales...). 5 agents en télétravail 5 jours depuis 2 ans sur recommandation de leur médecin traitant.

INSEE : pas de cluster à Nancy. Deux cas positifs. Les cas contact sont immédiatement placés en télétravail. Les consignes sont respectées.

DIRCOFI EST : 34 cas positifs, pas de cas graves. Protocole activé (isolement en télétravail) à chaque fois. Le médecin de prévention est saisi. Aucun cas de contamination dans les services (interactions sociales, scolaires...). 3 collègues

qualifiés en « situation de personnes fragiles ». Pour le moment elles restent en position de télétravail.

### **Présentation de la note d'orientation 2022 santé sécurité conditions de travail :**

Les orientations sont les suivantes :

- risques liés au télétravail,
- prévention des risques liés aux projets de réorganisation,
- vigilance situation sanitaire,
- prévention des risques de désinsertion professionnel, retour à l'emploi,
- prévention des violences sexistes et/ou sexuelles,
- ...

Tout ce qui touche à l'organisation du travail, aux échanges avec les agents ont une réelle importance et mérite une attention particulière.

Des formations sensibilisant sur les violences sexistes et/ou sexuelles sont mises en place. Ces violences doivent faire l'objet de fiches de signalement. La DDFIP précise qu'on a intérêt à être particulièrement proactif sur le sujet.

Pour Solidaires Finances, aucune structure n'est à l'abri. Cela ne touche pas que les autres. On se félicite que l'Administration prenne toutes les mesures pour endiguer ce type de violence.

La DDFIP précise que ces risques ne sont pas élevés dans notre administration.

Les e-formations ne sont peut-être pas adaptées pour un sujet aussi grave. Il serait plus judicieux de dispenser ce type de formation en présentiel voir en visio.

En ce qui concerne les projets de réorganisation et plus particulièrement celui du déménagement à la future cité administrative (caserne THIRY), il serait judicieux que les représentants des personnels soient informés le plus en amont du CHSCT.

DDFIP : sujet abordé en CT, dans les semaines voir les mois prochains, nous aurons une vision plus précise. C'est un peu tôt !

Une étude interministérielle co-financée par la DDFIP est lancée pour les nouvelles modalités de circulation autour de la caserne Thiry.

Par ailleurs, un questionnaire interadministratif doit être proposé aux agents de la DDFIP 54 concernés par le déménagement à la caserne THIRY courant de la semaine prochaine.

**Présentation du DUERP PAP du CAV de Toul** : une remarque est effectuée par Solidaires Finances sur la fermeture de la porte du CAV (volet roulant en fer pour une issue de secours)...

**Etat d'avancement des travaux INSEE** : les travaux avancent presque normalement. Le 1<sup>er</sup> lot « désamiantage » est terminé, les déchets évacués, les études sur les poussières ont été effectuées. Les travaux de désamiantage du toit

des garages seront menés ultérieurement. Le surcoût dû aux démolitions non prévues devrait être pris en compte par les assurances et/ou par l'INSEE si le timing est préservé.

Pour le reste des travaux, malgré les retards, livraison prévue en septembre. Réflexion est engagée sur le réaménagement. Un GT interne est prévu.

**Le budget 2022** : 141 172 euros.

Propositions de projets à financer par le budget : la parité syndicale maintient la position prise lors du groupe de travail.

Pour du matériel spécifique (sac à roulettes, etc.) une prescription médicale (médecin traitant à défaut du médecin du travail) a du sens.

Pour la formation refusée « présentiel et télétravail », cette formation devrait être prise en charge par la DDFIP.

**Annotation des registres SST** : pas d'annotation.

**Fiches de signalement** : article 40 du code de procédure pénale, le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner. Les fiches de signalement qui doivent être traitées localement sont appréciées par la DDFIP 54 qui apporte des réponses graduées, en direction des auteurs, en fonction de leur gravité et de l'éventuelle récidive. Solidaires Finances regrette que les victimes soient le plus souvent les oubliées de la procédure. Ce sont les agressés qui doivent solliciter de l'aide.

**Accident du travail** : néant.

**Questions diverses** :

- Solidaires Finances s'interroge sur le volet sécurité électrique suite à la prolifération des appareils électriques (cafetières, micro-ondes, frigos) mais également sur le caractère sanitaire, hygiène desdits matériels, sécurité alimentaire et sur qui repose la responsabilité en cas de problèmes ?

En matière de sécurité électrique, une surcharge des installations électriques est constatée par l'ISST (rallonges, multiprises...).

Pour la DDFIP54, on préconise l'installation d'espaces de convivialité et le rappel des bonnes conduites.

- problématique DIRCOFI EST : Solidaires Finances, par l'intermédiaire de William Parmentier, expert Solidaires Finances Publiques, interpelle le CHSCT sur le manque d'information suite au déménagement des brigades de la Dircofi, Réponse de la Dircofi : Aucune info. Plusieurs brigades vont effectivement déménager. C'est en cours. Toutes les informations connues ont été transmises aux agents et représentants du personnel.

Pour Colmar, la DIRCOFI va rejoindre en 2023 la Cité Administrative.

Pour Mulhouse, la DIRCOFI va quitter la cité. Une solution locative est envisagée, actuellement en recherche, plusieurs solutions sont envisagées. Rien n'est encore retenu. Le bail n'est pas encore signé mais un déménagement sera effectif à

l'automne.

Solidaires Finances réclame qu'ils soient associés plus en amont sur tous les volets liés à ces déménagements (sécurité, réseau informatique, installation des agents) alors que c'est prévu dans la note d'orientation 2022 santé sécurité conditions de travail présentée en début de réunion.

Solidaires Finances déplore un manque de dialogue et a l'impression d'être mis devant le fait accompli.

La DIRCOFI précise que le déménagement est proche mais que rien n'est arrêté d'où le manque d'information.

D'un point de vue sécurité des agents, Solidaires Finances ainsi que les agents de la DIRCOFI de Mulhouse s'inquiètent sur le lieu d'implantation non sécurisée (proche de la gare) qui pourraient être retenus par la DIRCOFI.

Solidaires Finances s'interroge sur la pertinence du retrait de la DIRCOFI de la Cité Administrative de Mulhouse alors que la doctrine ministérielle est de concentrer les services dans des cités administratives. Aucune réponse n'est apportée. A notre connaissance 200 agents d'autres administrations doivent rejoindre cette cité. Ne prendraient-ils pas la place de nos collègues de la brigade ? On refuse de déshabiller Pierre pour habiller Paul !

Affaire à suivre ...

- Point d'étape situation de Longwy : une contrôleuse arrive sur le SIP de Longwy. La DDFIP54 a publié une fiche de poste contractuelle emploi B à la trésorerie, il y a déjà une candidature. Il y a également un recrutement d'un emploi B handicapé. Le maximum est fait pour pourvoir aux emplois vacants.

Dans le cadre de la campagne IR, deux retraités seront recrutés. 3 stagiaires non rémunérés seront par ailleurs recrutés (leur stage ne dépasse pas 8 semaines).

Un dispositif de soutien est mis en place depuis plusieurs années (en période de pique de charge) par la DDFIP54. Le SIP de Nancy aidera le SIP de Longwy.

Le site de Longwy est exclu du dispositif de soutien aux Centres de Contact.

Quid des EDR promis ? L'EDR en place s'est vu déchargé des quitus ce qui lui a permis de se concentrer uniquement sur les tâches du SIP.

La DDIFP reconnaît que ce n'est pas suffisant mais qu'elle fait le maximum. La ressource n'est pas élastique.

La situation est toujours en flux tendu. Les absences pour accident ou maladie continuent à gréver les effectifs malgré les arrivées de forces nouvelles.

- Travaux au CFP de Lunéville : suite à l'affaissement de la dalle au RDC du SIP (secteur d'assiette), des travaux sont prévus après constat sur une période de deux ans par le cabinet Véritas de la non-aggravation du problème. Des entreprises sont sollicitées, expertise des travaux à mener est en cours. Le calendrier des travaux n'est pas encore connu. Affaire à suivre ...

- Solidaires Finances propose que les membres du CHSCT aient une pensée pour notre collègue Dominique Robert et interroge la DDFIP54 sur la mise en place d'une cellule psychologique après le décès de notre collègue survenu dans les locaux de la direction.